



## L'impact de la loi Lagarde sur la réforme du crédit à la consommation

Emmanuel Constans, Président du Comité consultatif du secteur financier a remis le 24 septembre 2012 à Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances, et à Benoit Hamon, Ministre délégué chargé de la Consommation, le rapport réalisé par le cabinet Athling sur l'impact de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, dite loi Lagarde. Ce rapport avait été commandé par François Baroin, précédent Ministre de l'Economie et des Finances, pour évaluer les conséquences de l'application de la loi, notamment sur le recours aux réserves d'argent et l'assainissement des pratiques commerciales des prêteurs. Le rapport souligne qu'en l'espace de 18 mois, le nombre de comptes de crédit renouvelable actifs a baissé de 16,5 % et les ouvertures de comptes de crédit renouvelable ne suffisent pas à compenser les fermetures. Le nombre de transactions à crédit est en très fort recul, passant de 22 % de l'ensemble des transactions en 2007 à 9,4 % en 2010 et à 6,3 % après l'entrée en vigueur de la loi Lagarde. Le rapport note une évolution des pratiques des prêteurs mais relève des impacts financiers lourds sur leurs résultats.

Le rapport est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/autres/rapport-integral-athling-lcc.pdf>

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Union européenne

#### 1 – Union bancaire

Le 12 septembre 2012, la Commission européenne a proposé la création d'un Mécanisme de surveillance unique (MSU) pour les banques de la zone euro dans lequel la BCE sera chargée de superviser toutes les banques pour assurer la stabilité financière de la zone. Les autorités nationales de surveillance continueront à jouer un rôle important dans la surveillance courante des banques ainsi que dans la mise en œuvre des décisions de la BCE. Cette dernière devra rendre compte régulièrement de ses activités de supervision devant les Etats et le Parlement européen. La Commission a également proposé que l'Autorité bancaire européenne (ABE) mette au point un « manuel de surveillance » unique pour les 27 pays membres de l'Union européenne. Les propositions de la Commission comprennent notamment : un règlement relatif à la création du MSU et un règlement qui adapte celui de l'ABE au nouveau dispositif de surveillance bancaire. La Commission invite le Conseil et le Parlement à adopter ces mesures d'ici la fin de 2012 afin que le MSU soit opérationnel dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

#### 2 - BCE

Lors de sa réunion du 4 octobre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des relèvements de la fiscalité indirecte intervenus dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % en 2012, mais revenir en deçà de ce niveau au cours de 2013 (...). La croissance économique devrait rester faible dans la zone euro, sur fond de tensions persistantes sur certains marchés financiers de la zone euro et d'incertitude élevée continuant de peser sur la confiance et le climat des affaires. La décision prise sur les opérations monétaires sur titres (OMT), a contribué à alléger les tensions au cours des dernières semaines, atténuant ainsi les inquiétudes quant à la matérialisation de scénarios néfastes ». M. Draghi a par ailleurs salué la proposition de la Commission européenne visant à établir un MSU auquel sera associée la BCE. Il a précisé que « le Conseil des gouverneurs considère un tel mécanisme comme l'un des piliers fondamentaux d'une union bancaire et l'un des jalons essentiels sur la voie d'une véritable Union économique et monétaire ».

### Actualité législative

#### 1- Epargne réglementée

Les décrets n° 2012-1056 et n° 2012-1057 du 18 septembre 2012 portant relèvement du plafond du livret A et doublement du plafond du livret de développement durable au 1<sup>er</sup> octobre 2012 ont été publiés au Journal Officiel du 19 septembre 2012.

#### 2 – Projet de loi « contre la vie chère »

Après son adoption au Sénat le 26 septembre 2012, l'Assemblée nationale a adopté le 10 octobre 2012 le projet de loi « contre la vie chère » en outre-mer. L'article 6 ter A vise à aligner les tarifs des services bancaires de base pratiqués par les établissements de crédit dans les départements d'outre-mer ainsi qu'à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon sur ceux qu'ils pratiquent eux-mêmes en métropole ou les établissements auxquels ils sont liés. Pour consulter le dossier législatif :

[http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/regulation\\_economique\\_outre-mer.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/regulation_economique_outre-mer.asp).

Une Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer se réunira le 25 octobre.

### Projet de loi de finances 2013

Dans le PLF 2013, les crédits de la mission Outre-mer sont en hausse de 4,5 % en autorisation d'engagement (AE) à 2,2 milliards d'euros et de 5 % en crédits de paiement (CP) à 2 milliards d'euros. Ce budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, la relance de l'investissement public, l'insertion professionnelle de la jeunesse et l'emploi.

### Publications

1 - Le rapport sur la réforme de l'épargne réglementée de Pierre Duquesne a été remis au Ministre de l'Economie et des Finances. Il est disponible en téléchargement sur : <http://www.economie.gouv.fr/files/rapport-duquesne-reforme-epargne-reglementee-2012.pdf>

2 - La protection du consommateur : rationalité limitée et régulation, le rapport de MM. Xavier Gabaix, Augustin Landier et David Thesmar du Conseil d'Analyse Economique a été remis à Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances et Benoit Hamon, Ministre délégué chargé de la Consommation. Un projet de loi sur la consommation sera présenté au Parlement au début de 2013. Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/101.pdf>

## Croissance ralentie des crédits

À fin juin 2012, l'activité de crédit augmente à un rythme ralenti, en lien avec l'essoufflement de l'économie. La progression de l'encours sain passe de + 8 % en mars à + 3,7 % à fin juin. Ce taux, le plus faible enregistré depuis fin 2009, est inférieur à la croissance annuelle moyenne observée entre 2007 et 2011 (6,8 %). Une tendance similaire est relevée en France hexagonale, les crédits au secteur non financier passant de + 4,7 % en mars 2012 à + 3 % en juin 2012.

Le ralentissement observé est principalement dû aux entreprises (+ 4,6 % sur un an, après une hausse de 9,4 % en début d'année). En revanche, l'encours des crédits aux ménages maintient un rythme de croissance de + 6,6 % sur un an, porté par le dynamisme des crédits à l'habitat (+ 8,9 %). La croissance annuelle des crédits d'investissement alloués au secteur public s'atténue également (+ 2,1 % après + 7,3 % au trimestre précédent).

## Hausse confirmée des actifs financiers

Les actifs financiers affichent une légère accélération de leur rythme de croissance à fin juin 2012. L'encours, à 6,9 milliards €, progresse de 3,6 % sur un an après + 3,3 % en mars 2012 et + 2,5 % en décembre 2011. En rythme trimestriel, il enregistre une hausse de 0,5 %.

L'évolution observée est principalement liée à la bonne performance des placements liquides ou à court terme (+ 6,2 % sur un an après + 6,1 % au trimestre précédent), expliquée notamment par une évolution dynamique des comptes d'épargne à régime spécial. Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents économiques du département (34,2 % du total des actifs financiers), continuent à croître (+ 3,9 % sur un an). L'épargne à long terme progresse en revanche modérément (+ 0,5 % sur un an).

## Faible progression des prix en août

En août 2012, l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe enregistre une légère hausse (+0,2 %). Ce sont surtout les postes des services (+0,6 %) et de l'énergie (+1,1 %) qui contribuent à cette évolution. En glissement annuel les prix ont progressé de +2,0 %.

Les prix de l'alimentation baissent de 0,1 % (+2,5 % sur un an) et l'indice des prix des produits manufacturés diminue de 0,5 %.

Hors énergie, l'indice des prix à la consommation ressort en hausse de 1,9 % sur un an.

## Étude « Migrations, famille et vieillissement »

L'INSEE a publié en septembre une étude « Migrations, famille et vieillissement : Défis et enjeux pour la Guadeloupe ». Concernant les migrations, les résultats montrent que 35 % des guadeloupéens sont partis durablement (c'est-à-dire plus de six mois) pour trouver un emploi, pour le service militaire ou pour les études avant de revenir en Guadeloupe. Les natifs de retour sont les plus diplômés des Guadeloupéens et leur insertion économique apparaît nettement plus favorable, principalement pour ceux partis pour poursuivre des études. À diplôme égal, ceux-là bénéficient toujours d'une meilleure situation que les non-migrants.

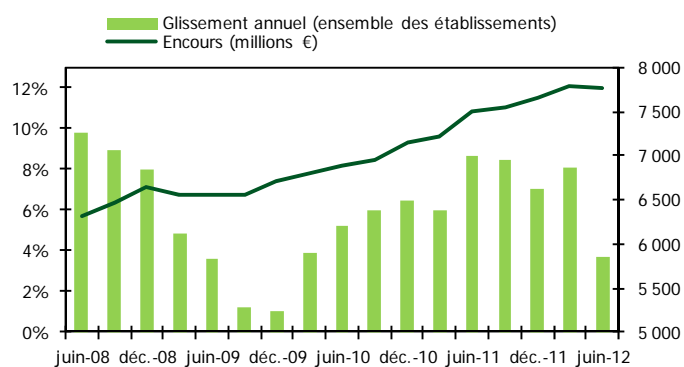
L'étude souligne également certains traits de la vie familiale, et l'importance de la monoparentalité. Les maternités précoces sont fréquentes : parmi les jeunes guadeloupéennes âgées de 20 à 30 ans en 2010, une sur dix a été mère avant l'âge de 20 ans. Ces naissances précoces concernent prioritairement les jeunes femmes dont la scolarité est la plus défailante et l'arrivée de l'enfant coïncide souvent - à un an près - avec leur sortie du système scolaire. De plus, près de 30 % des enfants passent toute leur enfance exclusivement au sein d'une famille monoparentale.

L'étude est disponible sur le site de l'INSEE : <http://www.insee.fr>

## Parution du « Bulletin de conjoncture financière » du 2<sup>e</sup> trimestre 2012

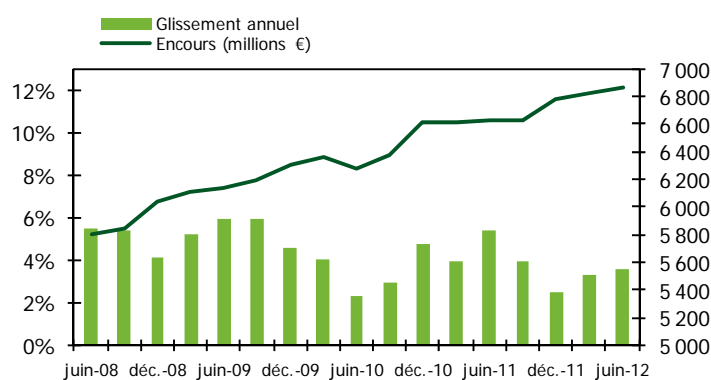
L'ledom Guadeloupe vient de publier le Bulletin trimestriel de conjoncture financière du 2<sup>e</sup> trimestre 2012. Cette publication est librement téléchargeable sur le site : <http://www.ledom.fr>

### Encours de crédits sains



Source : ledom

### Encours total d'actifs financiers



Source : ledom

## Budget 2013 de l'Outre-mer

Le projet de loi de finances 2013 a été présenté le 28 septembre au Conseil des ministres. Les crédits de la mission Outre-mer s'inscrivent en progression de 4,5 % en autorisation d'engagement, soit 2,16 milliards d'euros et de 5 % en crédits de paiement, soit 2,01 milliards d'euros. Le budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, la relance de l'investissement public, l'insertion professionnelle de la jeunesse, et l'emploi. En outre, le projet de plafonnement des niches fiscales ne concernera pas la défiscalisation sur les investissements productifs et locatifs Outre-mer.

## Loi sur la vie chère

Le projet de loi contre la vie chère a été adopté à l'unanimité par le Sénat le 26 septembre, puis par l'Assemblée nationale le 10 octobre, après engagement de la procédure accélérée. Elle doit être examinée en commission paritaire, réunissant des députés et sénateurs, avant d'être adoptée le 25 octobre prochain. Une présentation du projet de loi est disponible sur le site du ministère des Outre-mer: <http://www.outre-mer.gouv.fr>

## Les Journées de l'entreprise

Les 28 et 29 septembre 2012 s'est tenue la onzième édition des Journées de l'entreprise, organisée par l'ordre des experts comptables au World Trade Center de Jarry. L'ledom ainsi que de nombreux acteurs de la création d'entreprise (Région Guadeloupe, CCI-IG, CGSS, administrations, banquiers, Pôle emploi..) étaient présents aux ateliers et conférences débats organisés.

## La destination Guadeloupe présente aux salons Le Grand pavois et Top Résa

Au mois de septembre, le Comité du tourisme des Iles de Guadeloupe (CTIG) a assuré la promotion du tourisme guadeloupéen par sa présence à deux grands salons. Le salon Top Resa, destiné au professionnel du tourisme et des voyages s'est tenu du 18 au 21 septembre à Paris et a accueilli 28 788 professionnels. Madame Sylvia Pinel, ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme, Monsieur Victorin Lurel, ministre de l'Outre-mer ainsi que Monsieur Daniel Gibbs, député de Saint Martin et de Saint Barthélemy, étaient présents. Le salon du Grand pavois, dédié aux passionnés de la mer et de la navigation, s'est déroulé du 19 au 24 septembre 2012 à La Rochelle avec plus de 850 exposants.

## Réunion des deux fédérations hôtelières

Le 6 septembre, les responsables des deux fédérations hôtelières ainsi que des patrons des établissements emblématiques de la Guadeloupe et de la Martinique se sont réunis dans l'île. Devant les difficultés économiques et financières rencontrées, la forte concurrence du reste de la Caraïbe, et la nécessité d'investir pour rénover le parc hôtelier vieillissant, ils réclament un plan comparable à celui soutenant le secteur de la banane. L'objectif principal est de permettre la création de près de 20 000 emplois sur 10 ans.

## Vers une structure unique de gestion de l'eau

Une table ronde s'est tenue le 21 septembre conviant l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau à jeter les bases d'une structure unique de gestion, conduisant à un prix unique. Cette démarche nécessite de revoir l'arrêté du 11 novembre 2011 fixant les règles de l'intercommunalité, planifier le transfert des compétences existantes vers la nouvelle structure et poursuivre les travaux d'amélioration du réseau. Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) estime ainsi à 680 millions le budget nécessaire à la reconquête de la qualité des eaux, dont 395 millions seront engagés d'ici 2015.

## Réforme de la politique européenne

Le rapport sur la réforme de la Politique commune de la pêche a été adopté le 18 septembre par la Commission de développement régional du Parlement européen. Le rapport préconise notamment la reconnaissance de l'article 349 du traité de Lisbonne, qui insiste sur la spécificité économique et sociale des régions ultra périphériques (RUP), dans le futur règlement de la politique commune de la pêche. Il propose également la création d'un Conseil consultatif des RUP pour la pêche divisé en trois sections dont une pour le bassin de la Caraïbe.

# ACTUALITE REGIONALE

## Budget de la collectivité de Saint-Martin

Mercredi 19 septembre, la préfecture de Saint-Martin et Saint-Barthélemy a confirmé que l'Etat débloquerait 18 millions € pour permettre à la Collectivité de Saint-Martin de rétablir ses finances. Ce concours de l'Etat prendra la forme d'une avance remboursable, sur une période de six ans.

## Amendement modifiant le code du commerce

Lors de l'examen au Sénat du projet de loi sur la régulation économique en outre-mer, le sénateur de Saint-Barthélemy et vice-président de la Collectivité, Michel Magras, a obtenu le vote d'un amendement modifiant le code du commerce. Cet amendement précise qu'à titre dérogatoire, à Saint-Barthélemy, «le registre du commerce et des sociétés peut être tenu par la chambre économique multiprofessionnelle (CEM), sous la surveillance du tribunal mixte ou d'un juge commis à cet effet, qui sont compétents pour toute contestation entre l'assujetti et la CEM.» L'Assemblée nationale doit se prononcer sur le projet de loi d'ici la fin de l'année.

## Congrès de géothermie pour l'Amérique latine et la Caraïbe

Une délégation de la Région Guadeloupe s'est rendue le 18 septembre pour trois jours au Costa Rica afin de participer au premier congrès de géothermie pour l'Amérique latine et la Caraïbe. Les différents acteurs - gouvernements, entreprises, institutions internationales, financeurs publics et privés, techniciens - ont échangé sur les facteurs permettant une meilleure utilisation de cette énergie.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation <i>(base 100 en 1998)</i>	Guadeloupe France entière	Août 2012	128,4 126,6	0,2 % 0,7 %	2,0 % 2,1 %
<b>Chômage</b> <i>(Source : DIECCTE)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)		Août 2012	59 420	0,8 %	5,4 %
<b>Commerce extérieur</b>  <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)		Juillet 2012 <i>Cumul à fin juillet</i>	19,9 111,8	- -	- -26,8 %
	Importations - (en M€)		Juillet 2012 <i>Cumul à fin juillet</i>	226,3 1 512,0	- -	- -3,1 %
	<b>Créations d'entreprises</b> <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées	Août 2012	309	-	-31,0 %
			<i>Cumul à fin Août</i>	3 368	-	-10,4 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Ménages</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Personnes physiques en interdit bancaire		Septembre 2012	21 100	0,4 %	-1,8 %
	Retraits de cartes bancaires		<i>Cumul à fin septembre</i>	3 721	-	-5,3 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés		<i>Cumul à fin septembre</i>	220	-	-22,5 %
<b>Entreprises</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet	- Montant en milliers €	Septembre 2012	2 064	-	125,6 %
			<i>Cumul à fin septembre</i>	21 380	-	66,4 %
		- Nombre	Septembre 2012	107	-	-20,1 %
			<i>Cumul à fin septembre</i>	1 142	-	-1,0 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers aéroportuaires - (entrées + sorties)		Août 2012	210 760	-	-1,1 %
			<i>Cumul à fin août</i>	1 413 639	-	1,3 %
<b>Trafic maritime</b> <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)			284 355	-	11,3 %
	Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties)		Août 2012	85 246	-	3,0 %
<b>Immatriculations</b> <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs		Septembre 2012	1 223	1,0 %	-54,4 %
<b>Construction</b> <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)		Septembre 2012	17 961	2,6 %	-13,3 %
			<i>Cumul à fin septembre</i>	181 855	-	5,5 %

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

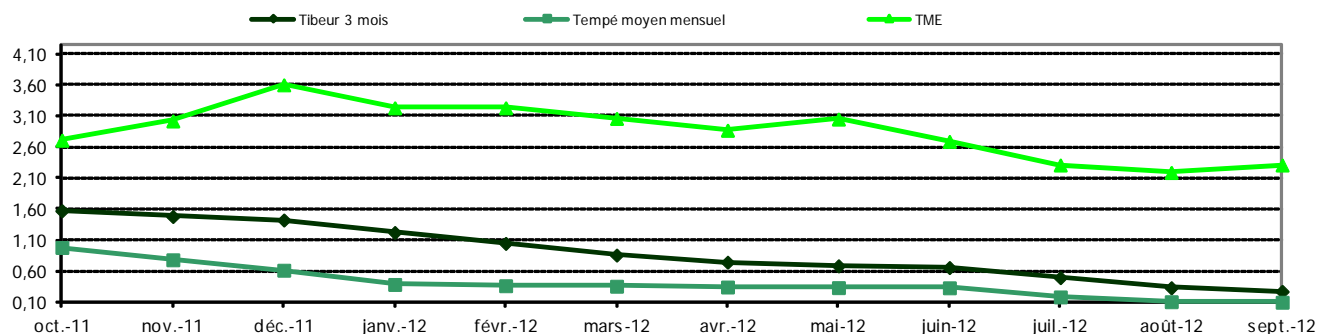
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Septembre 2012)			
Juin	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3333%	0,1864%	0,1104%	0,1003%	0,1190%	0,2470%	0,4850%	0,7410%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juin	Juillet	Août	Septembre	Juin	Juillet	Août	Septembre
2,69%	2,31%	2,19%	2,31%	2,89%	2,51%	2,39%	2,51%

### Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	13,11%
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,20%
Prêts à taux variable	5,64%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts-relais	5,89%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,58%	Découverts en compte (1)	13,86%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	17,67%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,75%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,84%	Découverts en compte (1)	13,86%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

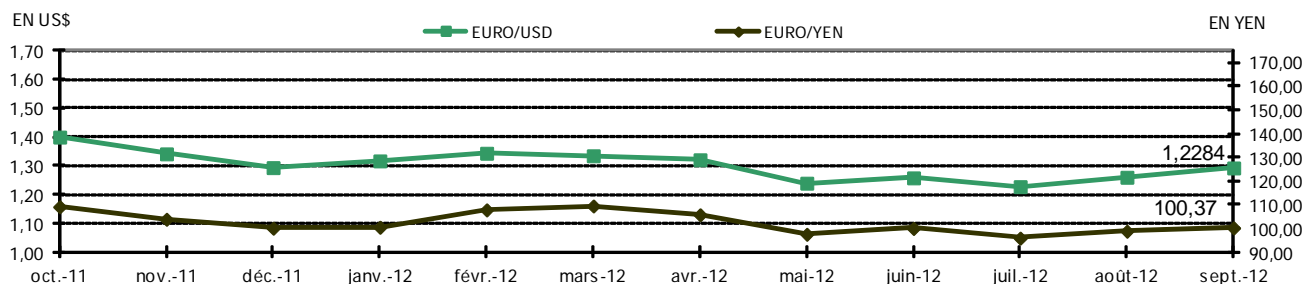
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2930	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,7125	EURO/SRD (Surinam)	4,24310
EURO/JPY (Japon)	100,3700	EURO/BWP (Botswana)	9,84160	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,30160
EURO/CAD (Canada)	1,2684	EURO/SCR (Seychelles)	16,8144	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,5320
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,79810	EURO/MUR (Maurice)	39,0883	EURO/BBD (La Barbade)	2,57160
EURO/SGD (Singapour)	1,5848	EURO/BRL (Brésil)	2,6232	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,26000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0258	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,52210	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2854,4764	EURO/XCD (Dominique)	3,4717	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Par d'activité de la Providence - Zac de Dothémare - 97139 Les Abymes

Achevé d'imprimer le 16 octobre 2012 - Dépôt légal : octobre 2012 - ISSN 1240 - 3806